



Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 à 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

Le retour des « hommes forts » sur le devant de la scène ?

Frédéric Crahay
Mémoire d'Auschwitz ASBL

Novembre 2018

Le 28 octobre 2018, le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro est élu président de la République du Brésil. Ce militaire de carrière a promis de « mettre de l'ordre » de façon radicale dans ce pays larvé par la corruption et l'insécurité. Le discours d'un leader à poigne a fait mouche dans le cas brésilien, mais en Europe aussi le même refrain sécuritaire et autoritaire se fait entendre. En Belgique, la « découverte »¹ de mouvements tels que Schild en Vrienden en a laissé plus d'un pantois. Serions-nous tentés de remettre plus de pouvoir dans les mains d'une personne ? Une étude² à grande échelle montre que seulement 11 % des milléniaux belges (la génération Y³) sont « très intéressés » par la politique et 32 % sont « raisonnablement intéressés ». La moitié des milléniaux s'intéressent moins à la politique que leurs parents ou leurs grands-parents. Plusieurs éléments, intéressants, mais parfois inquiétants, ressortent de l'étude Millennial Dialogue.

Le manque d'intérêt pour la politique des partis se reflète dans le manque de connaissances de la chose publique. Par exemple, la moitié des jeunes interrogés ignoraient que les élections du 14 octobre étaient des élections locales et seulement 12 % savaient qu'il s'agissait aussi d'élire des conseils locaux et provinciaux. Environ la moitié connaît le nom du bourgmestre et le parti auquel il appartient. Le désintérêt s'exprime aussi dans la faible volonté de voter. Seulement 17 % voteraient certainement si le vote obligatoire n'existait pas. Ce désintérêt se traduit par une méfiance croissante envers la démocratie. Un quart des nouveaux électeurs – âgés de 18 à 23 ans – ne pensent pas que la démocratie soit la meilleure forme de gouvernance. 26 % préfèrent un dirigeant autoritaire, et pour les jeunes en formation professionnelle, ce pourcentage passe même à 57 %. D'autres recherches montrent qu'il s'agit d'une tendance à la hausse.

¹ On pourrait plutôt parler de redécouverte après le reportage des journalistes flamands de *Pano* diffusé sur la VRT en septembre 2018. Un article de Gauthier De Bock, paru dans *Téléoustique* (n° 4790 du 15 novembre 2017) un an plus tôt, ne laissait pourtant pas de doute quant à l'essence du mouvement *Schild en Vrienden*.

² Voir les résultats par pays de l'enquête *The Millennial Dialogue* : <https://millennialdialogue.com/media/1265/millennial-dialogue-belgium-v3-1.pdf>, consulté le 6 novembre 2018.

³ En Occident, on appelle ainsi les gens nés entre 1980 et 2000.

Il ne s'agit pas d'un phénomène purement belge. Cette tendance alarmante se manifeste dans plusieurs pays. Plusieurs facteurs expliquent ces doutes envers la démocratie. Les *milléniaux* sont les principales victimes de la crise et de la politique de réduction des coûts qui en découle. Le démantèlement progressif de l'État-providence crée une incertitude quant à l'avenir. Il devient de plus en plus difficile de trouver un logement abordable ou un emploi permanent à temps plein. Ils craignent de ne plus pouvoir bénéficier d'une pension à l'avenir. Les partis traditionnels ne s'attaquent, selon eux, pas assez à ces préoccupations et à ces problèmes.

Les parlementaires semblent soumis à leurs partis et, en outre, leur pouvoir se déplace de plus en plus vers l'exécutif et l'Europe. Sont-ils encore capables d'interpréter la voix des jeunes, d'être leur « représentant » ? Les jeunes en doutent. De nombreux politiciens laissent aussi de plus en plus entendre qu'« il n'y a pas d'alternative ». Fermetures de grandes entreprises, économies, règles européennes plus strictes, flux de milliards vers les paradis fiscaux, évasion fiscale par les grandes entreprises, les politiciens paraissent démunis face à ces réalités.

De là à dire que le pouvoir n'est pas entre les mains des « élus », mais de groupes plus puissants faits de banquiers, de PDG, de technocrates et de hauts responsables politiques, il n'y a qu'un pas. Les sirènes du populisme s'en donnent à cœur joie, avec la classe politique comme cœur de cible. Toute attaque en règle sur le statut des hommes et des femmes politiques, leurs régimes de retraite, le cumul des mandats, tout soupçon de connivence ou de complaisance envers les grandes entreprises, les lobbys, ou l'évasion fiscale, permettent de gagner en visibilité et nourrissent la désaffection du public – et probablement davantage des plus jeunes – envers le monde politique.

En période électorale, les jeunes voient que les questions de jeux de pouvoir dominent parfois celles des contenus. Ils doutent que la politique traditionnelle des partis soit le moyen de changer la société. Les affaires très médiatisées du *Samusocial* à Bruxelles et de *Publifin* à Liège, pour ne citer que ces deux exemples, ne font pas évoluer favorablement la chose. Tout cela mine la crédibilité des politiques. Souvent, les jeunes se demandent quel est l'intérêt de voter.

Un autre facteur important est celui des médias sociaux, qui sont la principale source d'information chez les jeunes de 18 à 24 ans. La télévision arrive en deuxième position. En d'autres termes, les médias sociaux colorent fortement la conscience politique des jeunes ou son absence. Non seulement ce sont des plateformes de diffusions d'informations et de messages, mais ils ajoutent aussi une dimension importante au débat politique. Pour qu'une démocratie soit saine, il faut que les gens puissent prendre connaissance de divers points de vue et arguments et, sur cette base, se forger une opinion. Cette diversité est précisément la question épineuse que posent les médias sociaux. Avec *Facebook*, vous créez littéralement un cercle d'amis dont la plupart des membres partagent les mêmes idées, de sorte que vos informations sont très fortement uniformes et monochromes. De plus, les algorithmes de *Facebook* et de *Google* offrent des nouvelles très similaires à vos propres préférences. Cela crée une chambre d'écho. Vous n'entendez et ne voyez que les arguments et les opinions de personnes aux vues similaires, ce qui vous conforte dans votre opinion. Les médias sociaux provoquent une bulle où ne circulent plus que des nouvelles qui ne laissent pas la place au doute, qui entravent l'esprit critique. Les messages sur les médias sociaux sont également courts et puissants, tandis que la politique traite de questions complexes, à long terme, et exige une approche nuancée et équilibrée. La durée d'attention des internautes serait actuellement tombée à 8 secondes⁴. Il n'y a donc plus de place pour des arguments nuancés ou équilibrés. On assiste à une polarisation des débats qui deviennent de plus en plus intenses et rudes. Cela fait le jeu des politiciens qui usent d'un langage simple, dur et direct, et se présentent comme des hommes – ou des femmes – forts.

Mais il y a peut-être encore pire. Les médias sociaux sont de plus en plus sous le charme des fausses nouvelles⁵. Au sein de certains milieux politiques, on diffuse ou relaie délibérément de faux messages afin de faire connaître leurs opinions au grand public. Le fait que nous soyons « envahis par des réfugiés » en est un bon exemple. L'abondance de l'information et l'effet d'écho ont rendu de plus en plus difficile la distinction entre les fausses nouvelles et la vérité. Les personnalités politiques seraient-elles moins redevables à la réalité qu'auparavant ? Une présence forte et répétée dans les médias (sociaux) à coup de phrases-chocs suffit-elle ? Les nuances ne sont apparemment plus tellement nécessaires, c'est la puissance de feu qui importe. Nous ne nous en rendons peut-être pas assez compte, mais notre démocratie est potentiellement en danger. Les jeunes sont le miroir de la société. L'élection de Trump aux États-Unis, d'Orban en Hongrie, d'Erdogan en Turquie ou la politique de Salvini en Italie, ainsi que l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro au Brésil dès janvier 2019, révèlent un climat et des situations qui ne sont pas sans rappeler des années sombres.

⁴ Selon une étude de Microsoft en 2015. Voir : <http://time.com/3858309/attention-spans-goldfish/>, consulté le 6 novembre 2018.

⁵ Voir notre analyse consacrée à ce sujet : https://auschwitz.be/images/expertises/2018-crahay-fake_news.pdf

Comment cette dangereuse tendance peut-elle être stoppée ? Sera-ce suffisant de mettre fin aux politiques d'austérité et à la destruction constante de l'État-providence ? Comment exercer un contrôle démocratique sur l'algorithme avec lequel les médias sociaux diffusent les nouvelles ? Nous avons également besoin d'une nouvelle culture politique qui puisse faire face aux puissants groupes d'intérêts. Dans cette logique, les décisions sociales les plus importantes devraient sans doute être prises dans le cadre d'une démocratie plus participative et plus directe. Le professeur Verhaeghe de l'université de Gand, auteur d'un livre sur l'autorité⁶, note à juste titre que les conditions pour la démocratie directe sont plus présentes que jamais : les gens sont mieux éduqués qu'auparavant et la technologie facilite grandement une telle démocratie consultative. La série de 8 documentaires radiophoniques « Démocratie en Question(s) » réalisée par Arnaud Ruysen et diffusée sur la RTBF durant les mois de juillet et août de cette année abordait une série de questions exposées ci-dessus. Le dernier épisode « Comment réenchanter la démocratie » dressait un état des lieux des initiatives qui fleurissent pour inventer d'autres systèmes, plus délibératifs, afin de réconcilier le citoyen avec la chose publique. Démocratie consultative ou leader fort, il est grand temps d'y réfléchir... avant qu'il ne soit trop tard. En attendant, la génération Y devient adulte. D'ici quelques années, ce sera la plus grande population active de notre pays. Elle deviendra dominante sur notre marché du travail et financera notre sécurité sociale. Cette génération est plus diversifiée et hétérogène que toute autre génération avant elle. Il est important d'apprendre à mieux la connaître, savoir ce qu'elle pense de la politique et comment l'y impliquer.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.